RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ
CONSEIL ÉCONOMIQUE SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL

Avis voté à la séance plénière du 11 septembre 2019

Cohésion et transitions : agir autrement
Rapport annuel sur l'état de la France 2019

Déclaration du groupe de la Coopération

Notre pays fait face à d'importants problèmes de cohésion sociale et territoriale : les derniers mouvements sociaux nous ont largement alertés sur le sentiment d'isolement de certains Français, sur les difficultés économiques qu'ils peuvent rencontrer au quotidien et sur le besoin ressenti d'un meilleur dialogue avec les pouvoirs publics.

Notre Rapport annuel vient confirmer la persistance des inégalités sociales, économiques, culturelles et territoriales dans notre pays. Certes, le PIB croît de 1,7 %, cependant, malgré l'importance des transferts sociaux et fiscaux, le taux de pauvreté peine à fléchir et reste stable, à 11,1 % de la population active. Les inégalités de revenus se maintiennent, et les dépenses contraintes comme le logement ou le transport s'accroissent, ce qui concourt au sentiment de décrochage des classes modestes.

Pour répondre aux attentes en matière de niveau de vie, et pour réinventer un avenir où chacun pourrait se projeter, il est nécessaire de créer plus de richesses, et d'en revoir la répartition ; de réinvestir dans l'économie sur les territoires, et de poursuivre les transitions technologiques et écologiques en cours.

En ce sens, les entreprises coopératives prouvent que l'on peut à la fois avoir le souci d'une répartition équilibrée des richesses, ainsi que le souci d'une prise de décision démocratique en entreprise, et en même temps, obtenir de réels résultats en termes de résilience et de performance économique, au service des territoires et des générations futures.

Plus largement, de par ses dimensions non délocalisables et socialement utiles, l'économie sociale et solidaire, dont les coopératives font partie, apporte une réponse adaptée aux fractures territoriales et sociales qui touchent le pays. D'ailleurs, elle se développe en milieu rural, où elle représente une part croissante de l'emploi.

Pour accélérer les transitions, il est également indispensable que l'innovation et les investissements en recherche et développement soient à la hauteur des défis à venir : or, l'effort de recherche de la France, qui n'atteint que 2,19 % en 2017, s'éloigne de plus en plus de l'objectif européen de 3 %, ce qui inquiète le groupe de la coopération, qui approuve la préconisation visant à flécher plus efficacement les aides publiques à la recherche.

Créer de meilleures conditions de vie pour nos concitoyens, avec plus d'opportunités économiques et de possibilités de mobilité sociale, plus d'égalité dans un pacte social renouvelé : cela nous semble indispensable pour remettre de l'huile dans les rouages d'une société, qui, aujourd'hui, peine à être unie.

Le groupe de la coopération remercie les rapporteurs pour leur travail et a voté en faveur de ce rapport.